

Contrats aidés : la fronde des élus chez le préfet de la Manche

Gilles Patry



La délégation d'élus emmenée par Claude Halbecq, président de l'association des maires de la Manche, qui s'est rendue chez le préfet de la Manche. (©Gilles PATRY)

La décision du gouvernement de **réduire de manière drastique le nombre de contrats aidés** dans la Manche met en péril l'organisation des activités périscolaires à la veille de la rentrée.

Les deux tiers des collectivités locales du département ont opté, en juin dernier, pour le maintien de la semaine de quatre jours et demi.

Claude Halbecq, président de l'association des maires de la Manche, explique :

Plusieurs collectivités, intercommunalités et syndicats rencontrent de graves difficultés pour respecter les engagements pris vis-à-vis des familles et des enfants mais aussi des personnes embauchées dans le cadre de ces contrats. La brièveté et la rapidité des décisions font qu'aujourd'hui, on n'a pas le temps de recul pour s'organiser. La rentrée, c'est demain.

L'annonce gouvernementale est tombée à la mi-août. Le mercredi et les animations périscolaires constituent aujourd'hui **une épine dans le pied des collectivités** qui ont maintenu la réforme des rythmes scolaires, le président de la République leur ayant laissé le choix.

Il est maintenant trop tard pour revenir à la semaine de quatre jours. Cela ne pourra pas se faire avant

la rentrée 2018.

350 emplois non reconduits

Quinze à vingt communes du département seraient particulièrement touchées. Une délégation d'élus a rencontré le 29 août le préfet de la Manche, Jean-Marc Sabathé. « On espère que les pouvoirs publics vont débloquer un certain nombre de contrats. »

Certaines communes menacent de reporter la rentrée scolaire comme Sartilly où le maire, Gaëtan Lambert, estime ne pas être en mesure d'assurer, « dans de bonnes conditions », l'encadrement de 315 écoliers avec quatre suppressions de contrats aidés.

Les voix d'élus contre la réduction des emplois subventionnés se multiplient. Le groupe des élus socialistes et républicains du conseil départemental l'affirme :

C'est une catastrophe pour des centaines de personnes dans notre département, pour les services publics et pour la vie des territoires. C'est un véritable plan social que le gouvernement organise.

350 des 550 contrats dans le département ne seraient pas reconduits.